

Le retour aux sources selon Éric Bédard

Compte rendu du volume d'Éric Bédard, *Recours aux sources : essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Éditions du Boréal, 2011, 274 p.

Jacques Rouillard

Volume 12, numéro 2, printemps 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1013876ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1013876ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Rouillard, J. (2012). Le retour aux sources selon Éric Bédard / Compte rendu du volume d'Éric Bédard, *Recours aux sources : essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Éditions du Boréal, 2011, 274 p. *Mens*, 12(2), 145–163.
<https://doi.org/10.7202/1013876ar>

Note critique

Le retour aux sources selon Éric Bédard
Compte rendu du volume d'Éric Bédard,
Recours aux sources : essais sur notre rapport au passé,
Montréal, Éditions du Boréal, 2011, 274 p.

Le volume est composé de onze essais portant sur le rapport des Franco-Québécois au passé. Ces essais évoquent des thèmes passablement variés allant du cinéma de Denys Arcand à la série télévisée *Duplessis*, en passant par une réflexion sur l'ethnicité, une analyse de la pensée de Pierre Elliott Trudeau et de celle de Gérard Bouchard et, surtout, dans plusieurs textes, une remise en cause des effets bénéfiques de la Révolution tranquille. Ces textes ont parus ailleurs entre 2002 et 2011, sauf deux inédits importants dans lesquels l'auteur se laisse aller à réfléchir sur sa conception du rôle de l'historien et sur les rapports, dans l'histoire du Québec, entre le nationalisme et l'ethnicité.

Ces essais sont étoffés, bien documentés, écrits avec soin et présentent une réflexion originale d'un des trop peu nombreux historiens, à mon avis, à vouloir faire le pont entre le présent et le passé. Comme le faisait remarquer Gérard Bouchard, la voix des historiens ne se fait plus guère entendre de nos jours dans l'actualité au Québec. Même si les historiens professionnels n'ont jamais été si nombreux, peu d'entre eux sont soucieux d'éclairer, à la lumière de leur discipline, les grands enjeux du débat public. Malheureusement, la république des historiens se ferme sur elle-même, contrairement aux universitaires des disciplines cousines de sciences sociales.

Mais ce n'est pas un reproche à adresser à Éric Bédard, qui répond à l'appel des médias et qui est devenu une figure bien connue à la radio et à la télévision. Son souci de mettre l'histoire au présent se vérifie aussi dans ce recueil, colorant le choix des thèmes et l'angle

sous lequel ils sont abordés. Comme l'avenir constitutionnel du Québec l'intéresse au plus haut point, plusieurs textes abordent directement ou indirectement la question nationale et les thèmes qui lui sont rattachés : l'ethnicité, la nation, l'indépendance, la constitution, la langue française, la conscience nationale, l'histoire nationale, etc.

Deux pôles se dégagent de l'ensemble des essais : un désenchantement à l'égard de la société libérale et l'amertume envers la « liquidation de notre passé » d'avant la Révolution tranquille. Bédard fait partie de la génération arrivée à l'âge adulte dans les années 1990, une période marquée par l'insécurité, le chômage, la désillusion, et consciente aussi du déclin des idéologies dites progressistes. Certains de ces jeunes portent un regard critique sur la société et leurs devanciers, et ils développent le goût de réinterpréter le Québec. Bédard est de ceux-là, disputant des bienfaits de la société libérale, moderniste et individualiste, issue de la Révolution tranquille. À son avis, les années 1960 sont loin d'avoir tenu toutes leurs promesses ; elles nous auraient installés dans « le confort un peu vide du consumérisme libéral » (p. 46).

Ce regard critique sur le Québec d'aujourd'hui l'amène à remettre en question la représentation voulant que la société canadienne-française d'avant les années 1960 soit synonyme de Grande Noirceur. Ce n'est pas qu'il rejette le conservatisme de la société québécoise d'antan, mais ce qui l'inquiète, c'est que ce conservatisme soit assimilé à la noirceur, à l'obscurantisme, à une période honteuse de notre histoire. Il voudrait en comprendre les contours et « jeter un nouveau regard », plus positif, sur ce conservatisme (p. 221). Cependant, ce projet reste encore à l'état de chantier ; il ne s'y attarde guère dans les onze essais, préférant plutôt critiquer « l'arrogance moderniste » de notre société (p. 46). À mon avis, il aura fort à faire pour rendre le courant conservateur moins indigeste, car il est pétri d'un traditionalisme clérical ancré dans les valeurs d'Ancien Régime. De plus, il admire la présumée unanimité et la cohésion nationale qu'il perçoit au Canada français avant la Révolution tranquille. L'individualisme secrété par la société moderne lui aurait fait perdre son caractère

communautaire « qui inspirait le dépassement et la solidarité » (p. 45). Cette unanimité ne m'apparaît pas non plus comme une composante de l'histoire des francophones.

En rejetant le passé et en célébrant les vertus de la société libérale moderne, les artisans de la Révolution tranquille auraient provoqué une « rupture existentielle » qui nous couperait de nos racines et nous rendrait « étrangers à nous-mêmes » (p. 16). L'histoire joue alors un rôle clé pour dévoiler les contours et les valeurs profondes de notre identité. Cette braderie du passé aurait aussi pour conséquence grave de dépouiller le projet indépendantiste de ce qu'il juge comme l'un de ses principaux fondements, soit l'héritage d'une identité nationale largement fondée sur le conservatisme. Reprenant à son compte le diagnostic que George Grant appliquait au Canada anglais, Bédard va même jusqu'à écrire « qu'à bien des égards, l'impossibilité du conservatisme aujourd'hui (au Québec), c'est l'impossibilité de la souveraineté du Québec ». « Pour éviter de dépouiller ce projet d'un de ses principaux fondements », il invite les souverainistes « à se poser en héritiers d'une histoire » qui serait marquée par le conservatisme (p. 103).

Je me permets maintenant de me faire le critique de cette vision de l'histoire du Québec. L'auteur adopte sans broncher la représentation voulant que la Révolution tranquille marque, pour la société francophone, le passage brutal de la Grande Noirceur au monde moderne. Précisons que cette construction est l'œuvre surtout de sociologues, dans les années 1950, déçus du conservatisme duplessiste et influencés par l'École sociologique de Chicago. Comme le montre très bien Jean-Philippe Warren, cette dernière école propose la théorie du passage de la *folk society* à l'*urban society* à mesure qu'une société s'urbanise et s'industrialise¹. Deux sociologues américains (Horace Miner et Everett Hughes) viendront, au cours de l'entre-deux-guerres, appliquer leur thèse en milieu rural canadien-français, qu'ils présenteront comme étant une société traditionnelle, en décalage par

¹ Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003, p. 279-285.

rapport à la civilisation nord-américaine. Leur maître à penser, Robert Redfield, écrit même que la société des paysans canadiens-français, à cause de son isolement, se compare « d'un certain point de vue », « à celles des Indiens d'Amérique ou des indigènes africains² »

Cette théorie est reprise par bon nombre de sociologues québécois, qui l'appliqueront à l'évolution de l'ensemble de la société québécoise. Ils retiendront la mentalité paysanne traditionnelle des Canadiens français et leur retard à s'intégrer au monde industriel (Maurice Tremblay, Jean-Charles Falardeau, Fernand Dumont, Marcel Rioux, Hubert Guindon, Marc-Adélarde Tremblay). Comme il arrive souvent chez les sociologues, qui privilégient les cadres théoriques, leur recherche historique demeure très sommaire, adoptant la perspective que le Canada français sort de la ruralité avec la poussée industrielle des années 1940 et 1950³. À l'époque, les rares historiens qui peuplent les départements d'histoire se désintéressent de l'histoire du Québec contemporain. Les départements d'histoire des universités Laval et de Montréal ne sont formés qu'en 1946, et les praticiens, très peu nombreux en histoire canadienne, jugent que le territoire des historiens porte sur des périodes plus lointaines. Ils manqueraient du recul nécessaire pour traiter adéquatement des cinquante ou cent dernières années⁴. C'est donc champ libre pour les sociologues, qui vont

² Préface de Robert Redfield au volume d'Horace Miner, *Saint-Denis : un village québécois*, présentation de Jean-Charles Falardeau, Montréal, Hurtubise HMH, 1985, [En ligne], [http://classiques.uqac.ca/contemporains/miner_horace/saint_denis_village_qc/st_denis.html]. Le volume a d'abord été publié en anglais sous le titre *St. Denis: A French-Canadian Parish*, Chicago, The University of Chicago Press, 1939.

³ Au milieu des années 1950, un politologue de l'Université de Montréal, Philippe Garigue, ne partage absolument pas la lecture que font les sociologues lavallois de la société canadienne-française. Pour lui, le modèle de *folk society* emprunté à l'École de Chicago a déformé la réalité en présentant la société canadienne-française comme étant archaïque, repliée sur elle-même. Il la perçoit plutôt comme une société de type nord-américain, ouverte à la vie moderne (Linda Cardinal et Martin Normand, « Philippe Garigue et le Canada français », *Recherches sociographiques*, vol. 51, n° 3 (septembre-décembre 2010), p. 393-395).

⁴ Il est une exception de taille par un « amateur d'histoire », la monumentale *Histoire de la province de Québec* de Robert Rumilly, commencée dans les années 1940.

construire leur propre interprétation de l'histoire récente du Québec à un moment où le duplessisme leur pèse énormément.

Dans les années 1950, leur vision influence le journal *Le Devoir* et la revue *Cité libre*, tout comme les auteurs du collectif dirigé par Pierre Elliott Trudeau sur *La grève de l'amiante* de 1949⁵. Le conflit serait « un tournant dans l'histoire sociale du Québec » et, comme le propose le sous-titre du volume de 1956, « une étape de la révolution industrielle au Québec ». Il marquerait l'éveil de la classe ouvrière dans la foulée de la poussée de l'industrie de la guerre et de l'après-guerre, ce que montrerait la fameuse grève de 1949. Dans le premier chapitre, Trudeau trace un réquisitoire percutant contre la pensée sociale des Canadiens français, qui serait imprégnée « de méfiance de l'industrialisation, de repliement sur soi, de nostalgie terrienne⁶ ». Cette idéologie colorée par le nationalisme serait complètement en décalage par rapport au monde industriel et à la modernité. En conséquence, Trudeau lance un cri d'alarme et appelle à une rupture radicale avec l'idéologie cléric-nationaliste. Plus encore, il ne voit rien de positif dans l'histoire du Canada français et ne se sent aucune

Dans cette étude fouillée sous l'angle de l'histoire politique, l'auteur montre que le Québec s'industrialise depuis la fin du XIX^e siècle et que les élites politiques sont loin d'être à la remorque des ecclésiastiques. Il semble bien cependant que l'ampleur de l'étude (41 volumes) et les orientations idéologiques de l'auteur (nationalisme bien ancré à droite) n'ont pas permis à son œuvre d'avoir une influence notable sur la perception de l'histoire du Québec. Voir Pierre Trépanier, « *Histoire de la province de Québec*, de Robert Rumilly », dans Maurice Lemire (dir.), *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. III, 1940-1959, avec la collaboration de Gilles Dorion et al., Montréal, Fides, 1982, p. 457-466; Jean-François Nadeau, *Robert Rumilly, l'homme de Duplessis*, Montréal, Lux, 2009, p. 271-309.

⁵ En 1953, Fernand Dansereau signe, dans *Le Devoir*, cinq articles intitulés « La situation ouvrière dans Québec » (du 25 au 30 avril). Edmond Lemieux notait, dès 1949, que la grève faisait entrer socialement le Québec dans une « ère nouvelle » (« Les révélations d'une grève », *L'Action nationale*, vol. 33, n° 6 (juillet 1949), p. 514). Voir à ce sujet Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960*, Montréal, McGill-Queen's University Press, p. 124-129.

⁶ Pierre Elliott Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956, p. 88.

affinité avec les groupes qui ont façonné cette histoire. Pas même avec le gouvernement libéral d'Adélard Godbout, dont nous parlerons plus bas, qui était au pouvoir à peine quinze ans auparavant. C'est donc *tabula rasa* avec le passé canadien-français.

Cette interprétation de l'histoire du Canada français aura des conséquences majeures sur la vie politique de Trudeau, notamment parce qu'il imagine que les Canadiens français manquent profondément de sens démocratique. Bédard, qui consacre quelques pages à l'analyse de la pensée de Trudeau (p. 78-89), ne remet pas en question sa description de la société francophone, mais il rejette vivement l'individualisme libéral et la rupture que Trudeau propose avec « notre héritage historique et culturel » (p. 79).

Pourtant, la thèse du monolithisme idéologique des Canadiens français avant la Révolution tranquille a été battue en brèche par de nombreux travaux d'historiens depuis les années 1970⁷. De caractère scientifique, ils sont fondés sur de solides recherches empiriques alors que la thèse de la Grande Noirceur repose sur une très mince couche documentaire. Tout en reconnaissant que l'Église catholique représente une institution majeure au Québec, leurs travaux révèlent que la société francophone participe au développement industriel et s'urbanise au même rythme que le reste du Canada, ce qui a généré une structure sociale diversifiée⁸.

De plus, cette société est traversée aussi par un vigoureux courant de pensée libéral qui anime une faction très importante de la bourgeoisie canadienne-française. Ainsi, au tournant du xx^e siècle, la bourgeoisie d'affaires francophone de Montréal accueille à bras ouverts le développement industriel et secrète une vision matérialiste et

⁷ La synthèse classique, *Histoire du Québec contemporain* en deux tomes, de René Durocher, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, s'appuie sur ces travaux (Montréal, Éditions du Boréal, 1979, 1986).

⁸ C'est ce que révèle l'analyse des données statistiques qui ne mentent pas : Jacques Rouillard, « La Révolution tranquille : rupture ou tournant? », *Journal of Canadian Studies = Revue d'études canadiennes*, vol. 32, n° 4 (hiver 1998), p. 23-51, [En ligne], [http://classiques.uqac.ca/contemporains/rouillard_jacques/revolution_tranquille/revolution_tranquille.html].

individualiste de l'organisation sociale, comme l'a montré Fernande Roy dans *Progrès, harmonie, liberté*. Ce volume, auquel Bédard fait référence (p. 218), vise à établir que le discours de la Chambre de commerce se rattache non pas au conservatisme clérical, mais au libéralisme classique valorisant « sans compromis » la propriété, la libre concurrence, la responsabilité individuelle, la démocratie, et défendant la séparation de l'Église et de l'État⁹. Et ces hommes d'affaires, qui pensent d'abord à leurs intérêts, sont loin d'être « soucieux d'assurer la cohésion de la communauté » (p. 223). C'est probablement la même optique qui guide les autres chambres de commerce qui foisonnent au début du siècle et qui n'ont pas été étudiées. Elles se regroupent dans la Fédération des chambres de commerce de la province de Québec en 1909. Largement distribuées dans toute la province, ces chambres sont au nombre de 49 affiliées à la Fédération en 1938, soucieuses, j'imagine, du développement économique de leur ville ou de leur région.

Ces milieux d'affaires sont liés au Parti libéral, qui domine presque complètement la vie politique québécoise aux niveaux fédéral et provincial dans la première moitié du xx^e siècle. Plusieurs travaux montrent que l'administration libérale oriente les politiques gouvernementales vers le développement industriel et cherche du mieux qu'elle peut à protéger l'autonomie de l'État face à l'Église. Dans ses rangs, il y a une aile plus radicale et bien vivante, issue du « Parti rouge », qui rappelle au gouvernement de garder ses distances avec le pouvoir clérical¹⁰. D'ailleurs, l'administration Taschereau entretient

⁹ Voir notamment la conclusion : Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, 1988, p. 269-275. Voir aussi son *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Éditions du Boréal, 1993, p. 56-92. Je partage absolument son point de vue selon lequel ces hommes d'affaires sont loin de se situer « à la frange du paysage idéologique » (p. 283).

¹⁰ Voir Yvan Lamonde (dir.), *Combats libéraux au tournant du siècle*, Montréal, Fides, 1995, p. 9-38. Et notamment, dans ce recueil, l'article de Fernande Roy intitulé « Le journal *L'Autorité* dans le cadre de la presse libérale montréalaise », p. 231-246.

des relations très tendues avec les autorités religieuses¹¹. Cette vision libérale de la société, qui comprend aussi une grande admiration pour le système démocratique britannique¹², est défendue par les grands quotidiens francophones très proches du Parti libéral, lesquels détiennent des tirages considérables (*La Presse*, *La Patrie*, *Le Soleil*)¹³. En 1920, *La Presse* réalise un tirage quotidien dix fois supérieur à celui du *Devoir* (146 581 exemplaires)¹⁴.

En plus de ces journaux de masse, le parti peut compter également sur *Le Canada*, un quotidien qui se veut un journal d'idées au même titre que *Le Devoir*, sauf qu'il n'a presque jamais été étudié. Dans les années 1930, il soutient les républicains durant la guerre civile espagnole et dénonce l'antisémitisme en Allemagne. Le point de vue de ces journaux est repris par de nombreux hebdomadaires régionaux

¹¹ Antonin Dupont, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936*, Montréal, Guérin, 1972. Leurs rapports ne sont pas meilleurs sous l'administration Godbout (Jean-Guy Genest, *Godbout*, Québec, Septentrion, 1996, p. 151-156).

¹² Cet attachement au libéralisme modéré de type britannique est incarné par Wilfrid Laurier, la figure centrale de la politique québécoise au tournant du siècle (Réal Bélanger, « Le libéralisme de Wilfrid Laurier : évolution et contenu », dans Lamonde (dir.), *Combats libéraux au tournant du siècle*, p. 39-72). La ferveur des politiciens pour les institutions britanniques et l'attachement aux institutions démocratiques sont incarnés dans la décoration intérieure et extérieure de l'Hôtel du Parlement de Québec construit dans les années 1880. Voir notre article « L'énigme de la devise du Québec : à quel souvenir fait-elle référence? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 2 (hiver 2005), p. 127-145 (addenda paru dans le numéro du *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 3 (printemps 2005), p. 6).

¹³ Ralph Heintzman, *The Struggle for Life: the French Daily Press and the Problems of Economic Growth in the Age of Laurier: 1896-1911*, thèse de doctorat (histoire), Université York, 1977; Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1988; Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976; Yves Frenette, « Les éditoriaux de *La Presse*, 1934-1936 : une défense de la démocratie libérale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 3 (décembre 1979), p. 451-462; Claude Couture, *La presse libérale au Québec entre 1929 et 1935 : analyse de contenu de la Presse, du Soleil et du Canada*, thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 1987.

¹⁴ Selon les données provenant de l'enquête annuelle de l'Audit Bureau of Circulation (*Canadian Almanach and Directory*, 1921, p. 364-365).

liés au Parti libéral. Pendant la Seconde Guerre, l'administration libérale d'Adélarde Godbout se montre même réceptive à tout un éventail de politiques hautement progressistes qui annoncent clairement celles du gouvernement Lesage (droit de vote pour les femmes, création d'Hydro-Québec, éducation gratuite et obligatoire, loi concernant les relations ouvrières, Conseil d'orientation économique, mise en place d'un régime d'assurance-santé, etc.). Plusieurs de ces mesures sont émasculées ou repoussées avec le retour, en 1944, de l'Union nationale, qui est animée d'une tout autre philosophie politique¹⁵.

On a un bel exemple de la proximité entre le milieu des affaires et le pouvoir politique libéral sous la figure de Simon-Napoléon Parent, maire de Québec (1894-1906) et, au même moment, premier ministre du Québec (1900-1905)¹⁶. En 1897, il prend la tête du groupe de gens d'affaires de Québec désireux de faire de la ville une plaque tournante du commerce du blé provenant de l'Ouest canadien, en y faisant aboutir le chemin de fer National Transcontinental qui devait traverser, depuis Winnipeg, le nord de l'Ontario et du Québec. Le projet comprend aussi la traversée du fleuve Saint-Laurent avec la construction d'un pont, le pont de Québec, afin que la ligne de chemin de fer se prolonge dans les Maritimes. De plus, on érige, au même moment, les immenses élévateurs à grain du bassin Louise sur lesquels est projeté, de nos jours, le *Moulin à images* de Robert Lepage. Tous ces projets seront effectivement réalisés au tout début du siècle, sans compter que la ville de Québec se tapisse, à la même époque, de manufactures de la chaussure, très largement possédées par des

¹⁵ Aux élections de 1944, le Parti libéral obtient un pourcentage du suffrage supérieur à celui de l'Union nationale (39,5 % contre 35,8 %). De plus, il est significatif qu'à la première session du gouvernement de l'Union nationale à l'Assemblée législative en 1936, le secrétaire de la province fait accrocher un crucifix sous les armoiries de la Grande-Bretagne, au faite des trônes des orateurs de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. À mon avis, les gouvernements libéraux n'auraient jamais posé un tel geste (Jacques Rouillard, « Le crucifix de l'Assemblée nationale », *Le Devoir*, 27-28 janvier 2007).

¹⁶ Il n'existe, malheureusement, aucune biographie du personnage.

francophones¹⁷. Ajoutons qu'à l'automne 1900, 4 000 ouvriers et ouvrières de la chaussure, tout aussi francophones, sont en lock-out à Québec pendant six semaines, les employeurs tentant d'écraser leurs syndicats (ils n'y réussissent pas)¹⁸.

Et puis, comme par hasard, c'est au même moment (1902) que M^{gr} Louis-Adolphe Paquet, de Québec, philosophe ultramontain par excellence, prononce son célèbre sermon sur « La vocation de la race française en Amérique ». Il attribue au Canada français la mission « moins de manier des capitaux que de remuer des idées ; [...] moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée. [...] Laissons à d'autres nations, moins éprises d'idéal, ce mercantilisme fiévreux et ce grossier naturalisme qui les rivent à la matière¹⁹. » En 1925, le sermon est diffusé par la Ligue de l'Action française à des milliers d'exemplaires, et l'extrait ci-dessus est cité *ad nauseam* comme étant le reflet de la pensée du Canada français à l'égard du commerce et de l'industrie, y compris par Trudeau dans le collectif cité plus haut²⁰. Voilà un texte

¹⁷ Voir le chapitre intitulé « Québec à l'ère des chemins de fer et de l'industrie », de Marc Vallières, dans Marc Vallières *et al.*, *Histoire de Québec et de sa région*, t. II, 1792-1939, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 1154-1155.

¹⁸ Les grèves des travailleurs de la chaussure de Québec se succèdent jusqu'à l'imposant débrayage de quatre mois en 1925 (Jacques Rouillard, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979, p. 160-170, 243-246). Dans son étude sur les arrêts de travail au Canada, Stuart Jamieson écrit que « la province [Québec] est un endroit majeur d'agitation ouvrière et de conflits avant la Première Guerre mondiale » (*Times of Trouble: Labour Unrest and Industrial Conflict in Canada, 1900-1966*, Études n° 22 pour la commission Woods, Ottawa, Information Canada, 1971, p. 86).

¹⁹ Louis-Adolphe Paquet, « La vocation de la race française en Amérique : sermon prononcé le 23 juin 1902 à Québec », *La Bibliothèque électronique du Québec*, vol. 113, version 1.0, p. 11 et 21, [En ligne], [<http://beq.ebooksgratuits.com/pdf/Paquet-vocation.pdf>].

²⁰ Le sermon de M^{gr} Paquet est repris dans Dominique Foisy-Geoffroy, « Édition commentée du discours "La vocation de la race française en Amérique", de Monseigneur Louis-Adolphe Paquet [*sic*] », édition commentée, *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. III, n° 1 (automne 2002), p. 61-95.

qui explique l'infériorité économique traditionnelle des Canadiens français, me disait, il y a quelques années, un journaliste canadien-anglais spécialiste du Québec.

Mais quand on lit bien le sermon, M^{gr} Paquet vise à dénoncer le matérialisme ambiant auquel donne lieu la transformation commerciale et industrielle du Québec : « [...] nous entrons dans une ère de progrès : l'industrie s'éveille ; une vague montante de bien-être, d'activité, de prospérité, envahit nos campagnes [...] »²¹. C'est pourquoi, en bon ultramontain, il sent la nécessité d'appeler le peuple canadien-français à « rester lui-même », à demeurer fidèle à sa « vocation religieuse et civilisatrice », à la « culture de son génie »²². En fait, son but consiste à faire du traditionalisme clérical une composante fondamentale de l'identité canadienne-française. En déviant de sa vocation religieuse, le peuple canadien-français renierait ses racines tout comme « la noble mission » que Dieu lui a dévolue.

Et l'Histoire a ignoré le contexte et l'objectif de son discours pour ne retenir que la teneur du message, en imaginant que les élites de la société canadienne-française s'y étaient conformées. C'est ce qui expliquerait l'irréalisme de la pensée canadienne-française (Trudeau), la dévalorisation de l'activité économique et, au bout du compte, l'infériorité économique des francophones. On pourrait ajouter : pour quelle autre société les historiens ont-ils fait de la pensée cléricale la seule source des valeurs qu'une société accorde au développement économique ? D'autre part, les gens d'affaires ont bien d'autres préoccupations que de rédiger des textes justifiant leur orientation. Aujourd'hui comme hier, ils laissent cette tâche aux éditorialistes des journaux qu'ils possèdent.

Toujours à propos des liens entre le monde politique et le développement industriel, rappelons que, selon l'historien Marcel Hamelin, la grande préoccupation du gouvernement du Québec au lendemain de la Confédération portait sur des problèmes économiques,

²¹ Paquet, « La vocation de la race française en Amérique », p. 20.

²² *Ibid.*, p. 11 et 17.

notamment la construction de chemins de fer, pas sur des querelles idéologiques avec le courant ultramontain²³. Et même Ronald Rudin, qui reprochera plus tard aux historiens « révisionnistes » d'exagérer la modernité du Québec, concluait, dans sa thèse de doctorat, que les municipalités de Trois-Rivières, de Saint-Hyacinthe, de Sorel et de Sherbrooke étaient aussi impliquées dans le développement économique que leurs consœurs ontariennes pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle²⁴.

La représentation unidimensionnelle de l'histoire du Canada français étroitement liée au courant clérical est renforcée par la faiblesse de l'histoire économique et politique au Québec depuis quarante ans. Le discrédit envers l'histoire politique n'a pas eu uniquement pour effet de paralyser « l'histoire nationale », comme le regrette à juste titre Éric Bédard dans un des textes du volume (p. 52-54) et dans un récent rapport²⁵, mais il a aussi contribué à minimiser le rôle du gouvernement du Québec et des municipalités dans l'évolution du Québec. Étudier spécifiquement le rôle de l'État dans l'histoire d'une société est primordial, hier comme aujourd'hui, car le gouvernement vote les lois, dispose de ressources financières, arbitre les revendications des groupes sociaux et impose une orientation à une société. Et il importe que le politique soit étudié de manière spécifique

²³ Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974, p. 343.

²⁴ Sa thèse, bien appuyée sur une solide recherche, réfute le point de vue de ses devanciers (Michel Brunet, Albert Faucher, N. W. Taylor) voulant que la mentalité des Canadiens français soit responsable de leur retard économique (Ronald Rudin, *The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914: A Study of Urban and Economic Growth in Quebec*, thèse de doctorat, Toronto, Université York, 1977, p. 167). Dans un autre de ses ouvrages, il concluait, en 1985, que le fonctionnement des banques francophones se comparait à celui de banques de même taille détenues par des anglophones (*Banking en français: The French Banks of Quebec, 1835-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1985).

²⁵ Éric Bédard, *Enseignement et recherche universitaires au Québec : l'histoire nationale négligée*, avec la collaboration de Myriam D'Arcy, Montréal, Fondation Lionel-Groulx, septembre 2011, 38 p.

sans devoir être subordonné à l'histoire sociale ou à d'autres pratiques historiennes.

D'autre part, je ne peux m'empêcher de souligner que la poussée industrielle au Québec a aussi eu pour conséquence la naissance d'un mouvement syndical vigoureux qui influence l'orientation sociale. Dans la première moitié du xx^e siècle, les niveaux de syndicalisation au Québec et de propension à la grève sont comparables à ceux de l'Ontario et des États-Unis. Et les syndicats internationaux venus des États-Unis dominent le mouvement syndical au Québec avec, en poche, un projet de société social-démocrate²⁶. Malgré l'appui tangible du clergé catholique, les syndiqués catholiques ne comptent qu'entre le quart et le tiers des syndiqués québécois de 1920 à 1960²⁷. Est-ce qu'il me faudrait écrire que le syndicalisme catholique domine le mouvement syndical pour éviter l'accusation de vouloir « normaliser » l'histoire syndicale du Québec? Il va sans dire que la représentation du volume édité par Trudeau voulant que la grève de l'amiante de 1949 soit la première grève significative et représente un tournant dans l'histoire du Québec demeure un mythe tenace qui repose sur une méconnaissance complète de l'histoire syndicale. À la décharge de Trudeau, précisons qu'en 1956, dans ce champ comme ailleurs, il n'y avait aucune étude sur l'histoire du syndicalisme québécois.

²⁶ Jacques Rouillard, « Le militantisme des travailleurs au Québec et en Ontario, niveau de syndicalisation et mouvement de grèves (1900-1980) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2 (septembre 1983), p. 201-225 ; et notre volume de synthèse *Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire*, Montréal, Éditions du Boréal, 2004. Pour montrer leur force et la présence de la classe ouvrière dans l'espace public, les syndicats organisent à Montréal, de 1886 à 1952, un très important défilé le premier lundi de septembre. De 1900 à 1940, ce défilé réunit entre 20 000 et 30 000 syndiqués marchant dans un ordre presque militaire (au moins les deux tiers sont des syndiqués francophones). Un défilé semblable avait lieu à Québec et dans d'autres villes industrielles (Jacques Rouillard, « La fête du Travail à Montréal le premier lundi de septembre, symbole de l'affirmation de la classe ouvrière dans l'espace public (1886-1952) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 64, n° 2 (automne 2010), p. 33-73).

²⁷ Voir Rouillard, *Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire*.

Depuis les années 1970, les travaux des historiens ont permis de faire ressortir que le Québec francophone était loin d'être une société monolithique et que des groupes sociaux, tant aux niveaux social que politique, faisaient contrepoids au pouvoir clérical. Cependant, cette interprétation, qui a gagné les milieux « savants » dans les années 1980, a beaucoup de mal à renverser l'image traumatique de la Grande Noirceur dans la population. Et voilà qu'en plus, en 1992, Ronald Rudin jette une pierre dans la mare, en accusant ces historiens de « révisionnisme ». Ces derniers seraient animés du désir de vouloir présenter le Québec d'avant la Révolution tranquille comme une société « normale », à l'image des autres sociétés nord-américaines. Ils occulteraient, entre autres, le conservatisme des francophones en minimisant l'influence de l'Église catholique, affirmeraient le pluralisme idéologique et la diversité des classes sociales et exagéreraient le rôle du gouvernement du Québec²⁸. Il ne précise pas, cependant, quel courant historiographique ces historiens « corrigeraient » ou « réviseraient ». Est-ce le courant de Trudeau et des sociologues de la *folk society*?

Toujours est-il que la critique de Rudin a eu un grand retentissement et a été adoptée par la jeune génération d'historiens qui délaissent le social au profit de l'histoire culturelle dans les années 1990 (p. 51). Ainsi, dans un recueil de textes publié en 2003 – lequel veut mettre en place une nouvelle lecture du passé du Québec et dont le titre est révélateur : *Les idées mènent le Québec* –, Stéphane Kelly, directeur du collectif, propose « de sérieusement réaffirmer » l'influence des idées et de la religion et prétend rien de moins « que la marche modernisatrice a introduit de sérieux problèmes, aussi graves que

²⁸ Ronald Rudin, « Revisionism and the Search for a Normal Society: A Critique of Recent Quebec Historical Writing », *The Canadian Historical Review*, vol. 73, n° 1 (1992), p. 30-61. Cet article de Rudin a été traduit (*Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2 (hiver 1995), p. 9-42) et a fait l'objet d'un débat : « Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec? », dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2 (hiver 1995), p. 7-74. Rudin reprend sa thèse dans un chapitre de son volume *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, p. 171-218.

ceux qui affectaient la société québécoise il y a cinquante ans²⁹ ». Un des textes est de la plume d'Éric Bédard, écrit en collaboration avec Xavier Gélinas, texte qui ne fait pas partie, cependant, de *Recours aux sources*. Les auteurs reprochent aux « révisionnistes » ce qu'on retrouve dans les autres textes de Bédard : une perspective trop matérialiste, trop d'insistance sur le parcours industriel du Québec à l'exemple des autres sociétés nord-américaines, le dénigrement des représentations collectives d'hier, l'amoindrissement de la référence française, la dévaluation du fait religieux, etc.³⁰. Ce n'est plus, pour ces jeunes historiens, « l'infrastructure économique » qui détermine la « superstructure idéologique », mais « l'hégémonie idéologique » à découvrir dans le « discours dominant » (p. 51). Passons donc à l'histoire intellectuelle plutôt que de s'attarder à l'histoire socioéconomique, qui devient un paradigme dépassé. Éric Bédard est bien d'accord sur le fait de passer à autre chose, car l'histoire sociale comporte le travers de fragmenter le peuple, ce qui affaiblit l'étude du « nous national » (p. 44). Ce saut est également endossé par un moins jeune, Gérard Bouchard, pour qui, en 1990, l'histoire moderniste s'est essouffée, ayant à peu près « accompli son programme³¹ ». Étonnant !

²⁹ Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec : essais sur une sensibilité historique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 4.

³⁰ Éric Bédard et Xavier Gélinas, « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », dans Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec*, p. 73-91.

³¹ Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 262. Les travaux de Gérard Bouchard changent d'orientation dans les années 1990 pour porter sur l'imaginaire collectif des Canadiens français. Il trace le portrait de ses élites dans *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : essai d'histoire comparée* (Éditions du Boréal, 2000), où il reprend la thèse du monolithisme idéologique et de la survivance, proche de celle définie par les sociologues de la *folk society* dans les années 1950. Parmi les collectivités neuves du Nouveau Monde, l'imaginaire des Canadiens français témoignerait « de fragilité, d'insécurité et d'incapacité collective » (p. 156), alors que les autres collectivités manifesterait une vision conquérante animée de force et de liberté (p. 403). Même interprétation de l'analyse de la pensée de quatre intellectuels dans *La pensée impuissante : échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)* (Éditions du Boréal, 2004). Leur pensée serait timorée, fragmentaire et impuissante,

L'entreprise tracée par Kelly a effectivement donné lieu à plusieurs travaux sur la pensée religieuse, un champ déjà labouré par de nombreux historiens et très bien représenté parmi les professeurs dans les départements d'histoire. J'en veux pour preuve le bilan en histoire religieuse tracé par Guy Laperrière, qui montre que cette histoire se porte merveilleusement bien en 1993³². Le nouveau regard proposé par Kelly n'a pas amené « une nouvelle lecture du passé » ; il a plutôt confirmé le profond traditionalisme de nos penseurs catholiques, répudiant la modernité et le libéralisme hérité de la Révolution française³³. On aurait pu croire que le courant de pensée français d'un La Mennais ou d'un Lacordaire, désireux de réconcilier la pensée de l'Église avec les idées de liberté, aurait eu des adeptes au sein du clergé québécois. Mais il n'en est rien avant la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, le regard de ces historiens s'est limité à étudier le conservatisme clérical sans déborder sur d'autres courants idéologiques liés aux mondes politique, économique ou syndical³⁴. On

« livrant tout simplement le devenir collectif aux forces du statu quo » (p. 248). Puis, de façon étonnante, il se ravise dans un article en 2005. La Grande Noirceur devient « un mythe dévalorisant », une « mémoire honteuse » qui a déformé « l'identité et la mémoire du Québec » (p. 415). « L'analyse empirique de la société québécoise, écrit-il, inflige de nombreux démentis à la thèse de la Grande Noirceur » (p. 418). En comparant avec d'autres sociétés, il découvre là aussi « des traces abondantes de grande noirceur » si bien qu'il faut éviter de dénigrer notre passé (p. 424, 431). Il plaide pour une analyse nuancée de l'histoire du Québec entre le « noircissement » et « un passé sans tache » (p. 425). Je suis tout à fait d'accord, mais le mal a déjà été fait (« L'imaginaire de la Grande Noirceur et de la Révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 46, n° 3 (septembre-décembre 2005), p. 411-436).

³² Guy Laperrière, « Histoire religieuse », dans Jacques Rouillard (dir.), *Guide d'histoire du Québec du Régime français à nos jours : bibliographie commentée*, Montréal, Méridien, 1993, p. 267-284.

³³ C'est ce qui ressort du récent ouvrage de Frédéric Boily : *Le conservatisme au Québec : retour sur une tradition oubliée*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, p. 31-62. Et aussi des deux derniers tomes de *l'Histoire sociale des idées au Québec* d'Yvan Lamonde : *Histoire sociale des idées au Québec*, t. II, 1896-1929, Montréal, Fides, 2004 ; *La modernité au Québec*, vol. 1, *La crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011.

³⁴ Sortant des sentiers battus, j'ai commis une analyse de l'idéologie portée par les syndicats internationaux, qui comptent 55 000 membres au Québec en 1921 :

ne trouvera certainement pas dans ces derniers groupes le brio d'un M^{gr} Paquet ou d'un Lionel Groulx pour défendre leurs idées, mais certains intellectuels et des éditorialistes de journaux, qui exercent une influence significative sur l'évolution de la société, s'y emploient.

Le choix de limiter sa recherche au conservatisme clérical a eu pour conséquence de renforcer la représentation « d'un passé honteux », une image d'autant plus désolante de l'histoire du Québec qu'elle est inexacte. Et le malheur veut qu'elle soit encore très largement enracinée dans la mémoire collective. À force de frapper sur le même clou, on en vient à croire que, effectivement, le clergé catholique dominait sans partage le Québec francophone. C'est en écartant tout autre courant de pensée que M^{gr} Paquet montrait que le conservatisme faisait partie de la mission divine des Canadiens français et que Pierre Elliott Trudeau l'inscrivait profondément dans leur psyché collective. Éric Bédard s'inscrit-il dans la même logique ? On pourrait le croire quand il se fixe comme objectif de rester fidèle à nos racines et qu'il critique vertement le libéralisme individualiste. Les racines dont il veut se poser en héritier se rattachent à « la sensibilité conservatrice » qui baigne dans l'héritage religieux avant la Révolution tranquille (p. 206). Mais il cherche aussi les « angles morts » de notre histoire qui combineraient le respect des valeurs démocratiques et le souci « de l'unité et de la cohésion de la communauté nationale » (p. 206). Il n'en trouve guère, car la pensée cléricale occupe tout l'espace du conservatisme, et il devient difficile, en 2011, de donner l'accolade à Lionel Groulx.

Son parti pris idéologique initial en faveur du conservatisme et de la cohésion nationale l'amène à dénoncer la société libérale, pétrie d'individualisme et de matérialisme. Puis, il adopte souvent les postulats voulant que les élites francophones s'abreuvent à l'idéologie de la survivance malgré le fait que de nombreux travaux fondés sur

« Le Conseil des métiers et du travail de Montréal : aux origines de la social-démocratie québécoise, 1897-1920 », dans Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec : ses rapports avec l'État, la nation et l'opinion publique*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 111-135.

une recherche exhaustive montrent le contraire. Reprenant les critiques de Rudin et de Bouchard, Bédard affirme que ces historiens seraient allés trop loin dans la normalisation du passé (p. 53). Pour comprendre véritablement la société, vaut mieux alors se confiner au monde des idées, soit à l'étude du « discours dominant », identifié au conservatisme, qui devient très difficile de séparer de l'idéologie cléricale. Le conservatisme correspondrait davantage à ce que nous avons été. Soutenir le contraire, ce serait plus ou moins « rejeter le passé », « se renier soi-même » et « nous rendre étrangers à nous-mêmes » (p. 16). Nous devrions alors être « reconnaissants » de l'héritage conservateur de nos aïeux.

En fin de volume, Bédard appelle les historiens à dépasser la démarche des sociologues, trop enclins à préférer « les cadres théoriques et les interprétations aux faits » (p. 237). Il invite à « l'histoire sérieuse », à la recherche empirique méticuleuse « pour rendre compte avec le plus de rigueur et de précision possible, de ce qui s'est réellement passé » (p. 229-232). Il me semble que ce reproche adressé aux sociologues s'applique particulièrement bien aux tenants de la sociologie qui ont imaginé l'histoire du Québec sous le signe de la Grande Noirceur dans les années 1950. En revanche, depuis les années 1970, les nombreux travaux des historiens dits « modernistes » sont bien appuyés sur des « faits têtus ». Leurs récits demeurent sereins ; ils ne portent pas de jugement de valeur et adoptent rarement un ton arrogant et un style triomphaliste. S'ils apportent une vision différente du Québec, c'est qu'ils sont souvent les premiers à se consacrer à l'histoire du Québec contemporain dans les règles de l'art, soit celles de la méthode historique.

De leur analyse empirique, il se dégage une représentation qui permet d'assumer plus sereinement notre rapport au passé. En remettant en question l'image d'un Québec monolithique, ces historiens battent en brèche l'interprétation que les francophones arrivent brutalement dans la modernité en 1960 et ils apportent un démenti à la « vulgate » de la Grande Noirceur. Ce n'est pas parce que ces travaux s'enracinent souvent dans l'histoire socioéconomique qu'ils ne sont pas valables. Plutôt que de les ignorer ou de se réfugier dans

l'étude étroite du seul traditionalisme clérical, qu'on dise précisément en quoi ils ont tort.

Leur recherche montre que la société francophone comporte une structure sociale complexe et diversifiée, subissant les effets de l'industrialisation et traversée par un vigoureux courant libéral. Ces historiens ne rejettent pas le fait que le conservatisme clérical constitue une dimension très importante de nos racines, mais ils montrent qu'il est loin d'en représenter la composante exclusive. Le Québec francophone de la première moitié du xx^e siècle, c'est *Le Devoir*, Lionel Groulx et Maurice Duplessis, mais c'est aussi le journal *La Presse*, Gustave Francq et Adélard Godbout. Notre héritage s'inscrit dans la diversité, pas dans l'unanimité factice. C'est en refusant de reconnaître la diversité du Québec qu'on « disqualifie la mémoire canadienne-française », et non le contraire (p. 53).

Jacques Rouillard
Département d'histoire
Université de Montréal